



L'association Solidarité Femmes 68, basée à Mulhouse depuis le début de l'année, dispense gratuitement des stages de formation aux publics désireux de mieux appréhender les violences conjugales. Photo DNA



Les locaux, sur deux niveaux, offrent aux professionnelles des espaces lumineux dans un cadre verdoyant. Photo DNA

MULHOUSE

L'association Solidarité Femmes 68 sous son nouveau toit

En activité depuis plus de trente ans à Saint-Louis, l'association départementale Solidarité Femmes 68 a transféré son siège à Mulhouse, depuis le 1^{er} janvier 2022, où l'équipe trouve enfin une place centrale dans le département et double ses espaces de travail et d'accueil.

L'association Solidarité Femmes 68 a délocalisé son siège, de Saint-Louis à Mulhouse. Depuis le début de cette année, les bureaux et espaces dédiés aux femmes et enfants victimes de violences conjugales et ou intrafamiliales sont installés au 83, rue Koechlin dans les locaux mulhousiens appartenant à Aleos.

Cette nouvelle adresse, centrale dans le Haut-Rhin, permet aujourd'hui de mieux positionner l'association par rapport aux domiciles de ses publics et de ses logements répartis du nord au sud du département. Facilement accessible, le siège est situé à l'arrière du quartier Frédoles, à proximité de l'avenue de Colmar, avec accès au tram à 200 m et à seulement dix minutes à pied du centre-ville.

Voilà comment retrouver l'équipe des 16 professionnelles - éducatrices, assistantes sociales, conseillère en économie sociale et familiale,



Véronique Laouer, directrice de Solidarité Femmes 68, et son équipe de 16 professionnelles sont maintenant installées au 83, rue Koechlin à Mulhouse, siège de l'association départementale. Photo DNA

psychologue... aujourd'hui en place chacune dans son propre espace de travail bien identifié. Car en quittant leur bâtiment de Saint-Louis, les travailleurs sociaux sont passés de 250 à 500 m². Un maximum de mobilier et d'équipements de bureau a été rapatrié. Tandis qu'un don d'Ikea de 6000 € a permis de rendre les espaces plus conviviaux

et de renouveler le stock de couettes, coussins, oreillers...

L'équipe conserve les mêmes missions

« Nous sommes les premiers locataires des locaux d'Aleos, fraîchement rénovés », note Véronique Laouer, directrice de la structure.

Dans le paysage social et de premières urgences mulhousiennes, recentrée pour plus d'efficacité et bien dans ses nouveaux murs, l'équipe en constante évolution a conservé l'ensemble de ses missions. Opérationnelles depuis le début de cette année, les permanences d'écoute active et d'accompagnement juridique sont transférées au siège lors

des trois demi-journées, le lundi de 9 h à 12 h, le mardi et le vendredi de 14 h à 17 h 30. Si de la même manière, l'association garde un pied à la mairie de Thann, tous les derniers lundis de chaque mois, la permanence de Rixeheim, « qui nous a épaulées sur la durée », est maintenant fermée. Ce qui n'est pas le cas à Saint-Louis, où l'association est toujours très sollicitée par des personnes du sud du département dans le cadre de violences conjugales.

Une antenne à Saint-Louis

Il semblait donc impensable pour Solidarité Femmes de couper ses liens avec Saint-Louis, où l'association dispose de six logements. Fin 2021, une fois le déménagement effectué, une nouvelle antenne a été ouverte : « Nous avons embauché une salariée, maintenant active au 35, avenue de Bâle. » Elle assure des permanences sur rendez-vous (07.52.02.05.17) pour toutes celles qui ont besoin d'être vues ou entendues, continue d'accompagner les personnes hébergées et reste en lien avec les acteurs locaux. En 2022, un projet de permanence pourrait se formaliser avec la municipalité de Colmar. D'autre part, une psychologue de Solidarité Femmes assure un mi-temps, depuis décembre, au commissariat de Colmar. Car si les partenariats se multi-

LE 3919 DANS LE HAUT-RHIN

Harcelée, humiliée, violente... Lorsqu'une femme en danger sur le territoire du Haut-Rhin compose le 3919, elle est dirigée vers Solidarité Femmes 68. L'association fait partie du réseau de la Fédération nationale, porteuse du numéro national. Ce maillage rassemble 73 associations, réparties dans toute la France, chargées par l'État de la mise en sécurité des femmes et des enfants victimes de violences. La plateforme d'écoute téléphonique est accessible 24 heures sur 24 et sept jours sur sept. Dans le Haut-Rhin, Solidarité Femmes 68 est la seule structure vers laquelle sont orientées les femmes en situation d'urgence.

plient, notamment avec les forces de l'ordre et les collectivités, ils ne sont pas encore suffisamment visibles et appliqués sur le terrain. « Aujourd'hui, la parole est très libérée, mais il nous faut passer à l'action », convient la responsable.

Textes et photos : Ghislaine MOUGEL

CONTACTER Tél.03.89.70.02.21, assoc@solidaritefemmes68.fr ou www.solidaritefemmes68.fr

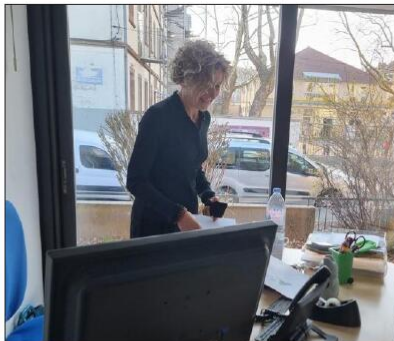
« Le mécanisme des violences conjugales n'est pas assez bien compris »

Même si aujourd'hui la parole des victimes se libère, « elle reste trop souvent mise en cause », souligne Laurence Schmitter, cheffe de service de Solidarité Femmes 68, qui témoigne de situations plus dégradées que par le passé. La sensibilisation et la formation s'imposent.

Sur le terrain des violences conjugales, Solidarité Femmes 68 constate des situations toujours plus dramatiques. Laurence Schmitter parle de dégradations causées par des temps de réactions trop longs : « Quand les situations nous arrivent, on s'aperçoit qu'en amont nombre de violences n'ont pas été signalées. »

C'est le cas surtout en centre d'hébergement et lors des permanences d'écoute : « Auparavant, nous traitions des situations de dames en précarité ; aujourd'hui, on descend d'un cran : nous avons du mal à les mobiliser pour entamer des démarches et, pour certaines, parvenir à se lever le matin, c'est déjà bien. »

Quel regard porte sur elles la société ? « Même si une femme



Laurence Schmitter, cheffe de service de l'association Solidarité Femmes 68. Photo DNA

vient avec la tête couverte d'hématomes, on se demande encore si elle ne s'est pas cognée elle-même ! On se posera toujours la question de savoir s'il ne s'agit pas d'une femme qui veut éloigner les enfants du père... »

D'un côté, l'État reconnaît le

professionnalisme de Solidarité Femmes 68 et, depuis 2019, lui confie des dispositifs spécifiques. « C'est une avancée !, convient Laurence Schmitter, mais dans le concret, c'est encore le parcours du combattant, car les gens n'ont pas encore compris le mécanisme

des violences conjugales. » Dans ce contexte, Solidarité Femmes 68 poursuit ses temps de sensibilisation en milieu scolaire avec une cinquantaine d'interventions par an dans les collèges et les lycées.

Des formations gratuites

L'association se met aussi gracieusement à la disposition des professionnels, tous corps de métier confondus, souhaitant être formés. « Nous les invitons au siège ou nous nous déplaçons sur leur site », note la responsable trop souvent confrontée à des publics « qui font l'amalgame entre conflits de couple et violences conjugales ». Elle évoque un travail dans le domaine de la sphère familiale, « très compliqué car il touche à l'intimité ». Les formations, sur trois heures ou jusqu'à trois jours, sont construites en fonction des besoins de chaque groupe. « Nous parlons du vécu, du terrain... ce qui permet aux personnes formées d'analyser les choses tout à fait autrement [...] Quand la formation s'achève, personne ne bouge. »

Plus 35 % d'accompagnements en deux ans

Depuis deux ans, Solidarité Femmes 68 enregistre une hausse de 35 % de ses activités par rapport à 2019. En 2021, l'association a accompagné 327 nouvelles situations, en permanence d'écoute active et assistance juridique, dans ses locaux ou par téléphone. En période de Covid, le bilan dressé est inquiétant : « Les situations d'urgence ont explosé et notre activité a augmenté de 35 % pour des femmes toutes domiciliées dans le département. » Solidarité Femmes dispose de 13 logements répartis sur le Haut-Rhin, de la région de Colmar à celle de Saint-Louis. Actuellement, 17 familles, dont 36 enfants, sont accueillies en centre d'hébergement et de réinsertion (CHRS) classique. Mais l'association peut actionner d'autres dispositifs à l'exemple de l'intermédiation locative (16 places) dont le bail, au départ associatif, peut, dans le meilleur des cas, ouvrir sur un logement autonome. Le CHRS hors les murs (six places) propose un accompagnement spécialisé lié au contexte de violence et un soutien à la parentalité. Tandis que des femmes avec enfants (dix familles), séparées de leur conjoint mais vivant dans leur logement, bénéficient de l'accompagnement d'un travailleur social qui se déplace à leur domicile.



Un nouveau siège à Mulhouse mais toujours le même numéro de téléphone. Photo DNA